



## **LOI DU CANADA SUR LA LICENCE OBLIGATOIRE POUR L'EXPORTATION**

**MISE À JOUR  
3 décembre 2009**

La soirée du 2 décembre 2009 s'est soldée par une victoire des militants pour les traitements : la Chambre des communes du Canada a voté avec une faible majorité (143 pour, 127 contre) pour la suite des travaux parlementaires sur un projet de loi d'une députée qui simplifierait le « Régime canadien d'accès aux médicaments » (RCAM). Celui-ci, adopté en 2004, a mis en œuvre la décision du 30 août 2003 du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) concernant la licence obligatoire de produits pharmaceutiques brevetés en vue de leur exportation.

Depuis son adoption il y a plus de 5 ans, le RCAM n'a été utilisé que pour l'octroi d'une seule licence obligatoire autorisant l'exportation au Rwanda de 15,6 millions de comprimés d'Apo-Triavir, un médicament de combinaison à dose fixe (AZT + 3TC + NVP) produit par Apotex Inc., le plus important fabricant canadien de médicaments génériques. (Le médicament a été fourni au Rwanda au prix final de 0,195 \$US par comprimé, ce qui était comparable aux prix offerts par d'autres fabricants génériques à ce moment.)

Le Projet de loi C-393 pour amender le RCAM a été introduit à la Chambre des communes par une députée du Nouveau Parti démocratique, Mme Judy Wasylycia-Leis. À la suite du vote d'hier, il sera confié à un comité de la Chambre des communes pour un examen plus approfondi. Pratiquement identique, le Projet de loi S-232 a été introduit plus tôt cette année par le sénateur libéral Yoine Goldstein et est maintenant parrainé par la sénatrice libérale Sharon Carstairs. Il est à présent à l'étude auprès d'un comité du Sénat du Canada, qui a conclu ses audiences il y a deux semaines et devrait procéder sous peu à un débat sur chaque disposition du projet de loi.

Les deux projets de loi font face à une rude opposition de l'industrie pharmaceutique brevetée. Le groupe de lobbying Rx&D – les Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada, et des compagnies comme GlaxoSmithKline et Boeringer Ingelheim, ont témoigné devant le Parlement à l'encontre des réformes proposées et exprimé de nombreuses objections à leur égard, notamment la fausse allégation que les réformes ne respecteraient pas les obligations du Canada comme membre de l'OMC.

Le Réseau juridique canadien VIH/sida est à la tête d'une campagne en faveur de la réforme, et un vaste éventail d'organismes de la société civile et d'individus préoccupés s'est mobilisé pour appuyer cette cause, notamment UNICEF Canada, Carrefour canadien international, la Campagne de grands-mères à grands-mères, RÉSULTATS Canada, Universities Allied for Essential Medicines, des regroupements étudiants et bien d'autres. Les militants pour les traitements continueront de plaider pour l'appui aux réformes proposées.

Le fabricant générique Apotex, Inc. s'est engagé publiquement – si la loi actuelle est simplifiée comme le proposent les deux projets de loi présentés devant le Parlement – à produire, en vertu d'une licence obligatoire, une formulation pédiatrique d'Apo-Triavir pour l'exporter à des pays importateurs admissibles : <http://www.apotex.com/global/about/press/20090918.asp>.

Les deux projets de loi reflètent en grande partie les amendements initialement proposés par le Réseau juridique canadien VIH/sida lors de l'examen parlementaire du RCAM en avril 2007. Tous deux apporteraient, entre autres réformes, une « solution à licence unique ». Au lieu de la procédure actuelle de licence obligatoire du RCAM, qui fonctionne pour un pays à la fois et une commande à la fois, la loi réformée n'exigerait qu'une seule licence par produit pharmaceutique breveté. Cette licence unique autoriserait l'exportation du produit à tout pays en développement admissible en vertu de la loi actuelle, et ce sans limiter la quantité à un « maximum prédéterminé ». Comme condition de la licence, le fabricant générique verserait des redevances au(x) détenteur(s) de brevet(s), en fonction des ventes du produit générique. (La formule existante du RCAM pour le calcul des redevances qui doivent être versées dans le cadre de tout contrat est parfaitement adéquate et constitue un gage de clarté et de certitude pour toutes les parties impliquées, y compris le fabricant générique qui obtient la licence.)

Le texte complet du mémoire du Réseau juridique concernant les réformes proposées (tel que soumis au comité du Sénat qui a déjà tenu des audiences sur le Projet de loi S-232) est accessible à : <http://www.aidslaw.ca/publications/publicationsdocFR.php?ref=990>

Pour plus d'information, voir les documents accessibles à [www.aidslaw.ca/rcam](http://www.aidslaw.ca/rcam), notamment :

« Rectifier le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) : 20 questions et réponses » <http://www.aidslaw.ca/publications/publicationsdocFR.php?ref=966>

Les résultats d'un récent sondage national démontrent un solide appui du public à la réforme du RCAM (<http://www.aidslaw.ca/publications/publicationsdocFR.php?ref=995>); et cette semaine, nous avons envoyé une lettre ouverte à tous les parlementaires, signée par l'ancien premier ministre du Canada et des dizaines d'éminents Canadien-nes, les exhortant à appuyer les projets de loi pour réformer le RCAM (<http://www.aidslaw.ca/publications/publicationsdocFR.php?ref=997>).

Vous trouverez ci-dessous un énoncé publié le 2 décembre par le Réseau juridique à la suite du vote à la Chambre des communes, ainsi qu'une liste de reportages médiatiques sélectionnés (avec hyperliens) des derniers mois au sujet de la campagne pour réformer le RCAM – notamment des éditoriaux favorables d'importants quotidiens nationaux.

---

**Richard Elliott**  
Directeur général  
Réseau juridique canadien VIH/sida  
+1 416 595-1666 (poste 229)  
[www.aidslaw.ca/rcam](http://www.aidslaw.ca/rcam)

# RÉSEAU JURIDIQUE CANADIEN VIH/SIDA

Pour publication immédiate

**VOTE SUR LE PROJET DE LOI C-393 :  
UN IMPORTANT PAS EN AVANT**  
*Déclaration de Richard Elliott, directeur général  
du Réseau juridique canadien VIH/sida*

**2 décembre 2009, Ottawa** — « Le vote d'aujourd'hui en faveur de l'examen du Projet de loi C-393 par un comité est une étape importante vers la provision de médicaments aux enfants et adultes qui meurent de maladies traitables dans les pays en développement. Le Parlement se joint ainsi à des experts et militants du domaine de la science, des milieux universitaire et artistique et du service public, à des comités éditoriaux de quotidiens et, selon un récent sondage, à 80 % des Canadiennes et Canadiens, qui appuient la réforme du Régime canadien d'accès aux médicaments [RCAM].

Le Réseau juridique canadien VIH/sida apprécie que des députés se soient prononcés en faveur du projet de loi, lors de sa deuxième lecture, après un débat marqué par une désinformation hyperbolique de la part de ses détracteurs. Nous les félicitons et les remercions. Le Réseau juridique a hâte à un débat raisonné devant le Comité, et de faire la preuve que la simplification du processus de licence du RCAM — pour permettre à des pays en développement d'obtenir plus rapidement et plus facilement des médicaments auprès de fabricants génériques canadiens — sauvera des vies.

Nous maintenons que cette loi est une victoire pour les patients dans les pays en développement, qui ont besoin de médicaments; une victoire pour les fabricants canadiens de médicaments génériques, qui pourront fournir ces médicaments; une victoire pour les sociétés pharmaceutiques de marque, qui toucheraient des redevances; et une victoire pour le Canada en termes de renommée internationale — tout cela sans aucun coût pour les contribuables canadiens.

Le Parlement a pris une décision cruciale, aujourd'hui, mais il reste beaucoup à faire. Nous avons hâte de mettre à profit l'appui des députés qui ont voté pour la réforme du RCAM et d'acquiescer l'appui d'autres députés afin que le Canada achève avec succès ce qu'il a commencé en 2004, lorsque le Parlement a voté à l'unanimité pour la création du RCAM. »

Pour plus d'information sur la réforme du RCAM, voir [www.aidslaw.ca/rcam](http://www.aidslaw.ca/rcam).

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :

Gilles Marchildon  
Directeur des communications  
Réseau juridique canadien VIH/sida  
Tél. : +1 416 595-1666 (poste 228)  
Cellu. : +1 647 248-2400  
Courriel : [gmarchildon@aidslaw.ca](mailto:gmarchildon@aidslaw.ca)

## DANS LES MÉDIAS

*Globe and Mail*, "Ottawa to debate bill that would open access to generic drugs" (3 décembre 2009)  
<http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-to-debate-bill-that-would-open-access-to-generic-drugs/article1386291/>

*Toronto Star*, "MP 'ecstatic' after vote revives AIDS drugs shipments to Africa" (3 décembre 2009)  
<http://www.healthzone.ca/health/newsfeatures/article/733968--mp-ecstatic-after-vote-revives-aids-drugs-shipments-to-africa>

*Globe and Mail* éditorial, "Living up to old rhetoric" (2 décembre 2009)  
<http://www.theglobeandmail.com/news/opinions/editorials/living-up-to-old-rhetoric/article1385121/>

*Globe and Mail*, "Liberal divisions imperil Canada's African pledge" (2 décembre 2009)  
<http://www.theglobeandmail.com/news/national/liberal-divisions-imperil-canadas-african-pledge/article1385131/>

*Toronto Star* éditorial, "Help Africa Fight AIDS" (30 novembre 2009)  
<http://www.thestar.com/opinion/editorials/article/732339--help-africa-fight-aids>

CBC Power and Politics, "Dying for AIDS drugs" (1<sup>er</sup> décembre 2009) [vidéo]  
<http://www.cbc.ca/video/#/News/Politics/ID=1347605850>

CBC Power and Politics, Question of the Day (1<sup>er</sup> décembre 2009)  
<http://www.cbc.ca/politics/insidepolitics/2009/12/question-of-the-day-1.html>

CBC, "Bill to help sale of HIV drugs gains support" (1<sup>er</sup> décembre 2009)  
<http://www.cbc.ca/canada/story/2009/12/01/aids-drugs-generic-bill.html>

*Le Devoir*, « Journée mondiale du Sida – Améliorer l'accès aux médicaments abordables » (1<sup>er</sup> décembre 2009)  
<http://www.ledevoir.com/societe/sante/278287/journee-mondiale-du-sida-ameliorer-l-acces-aux-medicaments-abordables>

CBC Radio, "The Current" — Canada's Access to Medicines Regime (28 septembre 2009)  
<http://www.cbc.ca/thecurrent/2009/200909/20090928.html>

Intellectual Property Watch, "Last Cheaper AIDS Medicines For Rwanda Under WTO" (17 septembre 2009)  
<http://www.ip-watch.org/weblog/2009/09/17/last-cheaper-aids-medicines-for-rwanda-under-wto/>

*Winnipeg Free Press*, "Grannies say Canada failing HIV, TB patients in Africa" (30 novembre 2009)  
<http://www.winnipegfreepress.com/local/grannies-say-canada-failing-hiv-tb-patients-in-africa-78118597.html>

*Canadian Medical Association Journal*, "Prominent Canadians lobby for drug access reform" (1<sup>er</sup> décembre 2009)  
<http://www.cmaj.ca/earlyreleases/4theRecord.shtml>

*Burlington Post*, "Affordable medicine: a human right or a commodity?" (27 novembre 2009)  
<http://www.burlingtonpost.com/news/article/288142>

*Ottawa Citizen*, "Keeping our promise to Africa on access to AIDS medicine" (29 avril 2009) (article en 4 parties)

<http://www.ottawacitizen.com/health/Part+solution/1545476/Keeping+promise+Africa+access+medicine/1545394/story.html>

*Ottawa Citizen*, "It shouldn't be hard to improve access to AIDS medicine" (6 octobre 2009)

<http://www.ottawacitizen.com/business/shouldn+hard+improve+access+AIDS+medicine/2070197/story.html>

*Georgia Straight*, "Canada's Access to Medicines Regime needs reform" (14 septembre 2009)

<http://www.straight.com/article-257071/goldis-chami-and-rebecca-goulding-canadas-access-medicines-regime-needs-reform>

- ### -